

# Front Ouvrier

Chœur du Général  
et de ses plantons de service:

OUI... OUI...  
A vos ordres...  
MON CAPITAL !

Siège : 4, rue de Marseille, LYON

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre  
des travailleurs eux-mêmes ! »

ABONNEMENT POUR 24 NUMEROS : 60 francs

Prix du Numéro : 4 francs

## GOVERNEMENT DU PEUPLE ? OUI !



## Au referendum: Assemblée Constituante ? avec les mains liées ?

par René LAURENT

Dès sa première parution, le referendum a excité des protestations violentes. Le Général crut d'abord pouvoir imposer au pays le choix entre la constitution de 1875 et une constituante limitée par avance, et ce choix seul. Devant l'irritation générale, il céda, et de mauvaise grâce élabora un second questionnaire dans lequel il devenait possible de se prononcer pour une assemblée souveraine.

Prenant bien soin de jouer de son prestige, transformant pratiquement

les deux réponses en un vote pour ou contre sa personne (ce qui n'est pas pour nous déplaire, car nous n'avons jamais fait une confiance aveugle au « symbole » de la « résistance »), le général s'est prononcé pour la nouvelle Réaction. « Nouvelle » parce que l'ancienne (parlementarisme d'avant-guerre, mêmes chambres, mêmes têtes de politiciens professionnels, etc.) s'est trop discréditée pour qu'on puisse espérer bâtir dessus une majorité électorale; mais « Réaction » parce que dans le cadre d'une situation différente, cette attitude nouvelle permet de veiller au grain, de paralyser le peuple par avance, et de laisser la porte ouverte sur tous les arbitraires et toutes les combinaisons.

En effet, prenons les questions l'une après l'autre : le premier OUI est simplement un minimum de lest que jette la bourgeoisie française aux masses libérées du fascisme et affamées de libertés démocratiques. Se prononcer contre une constituante que l'immense majorité considère comme allant de soi, après les ersatz constitutionnels de l'« Etat » de Pétain, du « Comité » français d'Alger ou de Londres, du gouvernement « provisoire », etc. serait se couper trop brutalement de la base électorale sur laquelle de Gaulle doit s'appuyer pour conserver le pouvoir. Minimum nécessaire qui n'engage pas à grand-chose et qui, comme nous allons le voir, est tout de suite soigneusement limité.

En effet, il faut des élections pour une constituante. Or, lorsqu'on ne peut pas refuser la constituante, quoi de plus simple que de déformer les élections? Sage précaution que le général a prise en dotant le pays d'une scandaleuse mascarade de représentation proportionnelle.

Mais cela ne suffit pas, car il faut se méfier de la vitalité des masses. On a déjà vu des cas où la stratégie habile de la réaction a été débordée par la volonté populaire. Une garantie supplémentaire contre le peuple sera la réponse OUI à la deuxième question. C'est-à-dire la mise en vigueur d'un projet qui paralyse l'assemblée quel que soit le résultat des élections, en plus d'avoir pris la précaution de déformer celles-ci.

Selon ce projet, l'Assemblée nomme le chef du gouvernement qui est à son tour libre de choisir ses ministres. De Gaulle, tirant la leçon de l'expérience Churchill, estime qu'il

a des chances d'être encore accepté, mais que, pour faire passer ses hommes, il ne peut compter sur des élections, et doit les imposer lui-même.

Ensuite le gouvernement n'est pratiquement pas responsable devant l'Assemblée. Une motion de défiance ne peut être votée que deux jours ou plus après son dépôt sur le bureau de l'Assemblée pour entraîner la chute du gouvernement. On se doute de la façon dont seront utilisés ces deux jours pour faire pres-

sur le corps électoral par tous les moyens (prestige personnel, corruption des partis, contrôle de la presse, etc.); déformation des élections; paralysie par avance de l'Assemblée quelle qu'elle soit.

Et tout est mis en œuvre pour que la combinaison réussisse. Tournée de voyages en province du général qui, comme Napoléon III, Mac-Mahon, Boulanger... et Pétain, soigne sa popularité personnelle auprès des masses plus conservatrices des campagnes ou des bourgs; expéditions à l'étranger destinées à renforcer la position diplomatique internationale de la France et le prestige du voyageur; initiative du « bloc occidental » dans le but d'offrir ses services au capitalisme anglo-américain contre l'U.R.S.S. et de faire chanter cette dernière pour obtenir la passivité du parti communiste; attribution aux candidats de quantités infimes de papier, d'essence, pour leurs campagnes; sabotage systématique de la presse qui, par les bons soins du Ministère de l'Information, est dotée tous les jours de nouveaux confrères gouvernementaux, alors que les organes d'opposition sont maintenus sous le boisseau, etc., etc.

Et, plus grave encore que tout cela, la traditionnelle manœuvre de corruption des partis ouvriers, à laquelle a succombé la direction du parti socialiste S.F.I.O.

La C.G.T., poussée par le communisme français (qui, en virant légèrement à gauche, rappelle la présence de l'U.R.S.S. au lendemain du voyage de de Gaulle aux U.S.A.) avait pris l'initiative d'une protestation commune du parti radical, de la Ligue des Droits de l'Homme, du parti Socialiste et du parti Communiste. A ce bloc timidement oppositional, mais néanmoins gênant, le général répond par la classique politique de division. Il reçoit le Dr Mazé (parti radical) puis Léon Blum, et s'entend avec eux pour le travail anticommuniste; après avoir refusé insolemment de recevoir Jouhaux, il envoie sa réponse au mémorandum commun dans la nuit de mercredi à jeudi (à minuit 15 exactement) à Daniel Mayer, secrétaire général du parti socialiste, c'est-à-dire ni à la C.G.T. qu'il affecte toujours de considérer comme incompétente politiquement, ni à l'ensemble des délégués pourtant co-signataires du mémorandum. Daniel Mayer, fidèle au général, attend l'après-midi de jeudi pour communiquer la note aux autres partis, alors que la Dépêche de Paris (journal radical) la publie déjà dans son édition d'après déjeuner.

(Suite page 3, colonne 1)

## Aux élections: VOTEZ POUR les candidats des travailleurs, IMPOSEZ leur la réalisation d'un PROGRAMME de la CLASSE OUVRIERE!

Contrairement aux vœux de l'immense majorité du pays, contrairement aux résolutions répétées du C. des Etats Généraux, du Comité National de la Renaissance Française, contrairement aux démarches des parlements de la C.G.T., des mouvements de gauche, contrairement aux vœux d'un grand nombre de journaux, le Général a maintenu un électoral à caractère non représentatif et favorise les régions agricoles au détriment des régions à population industrielle et massive.

Utilisation des restes sur le plan départemental avantage les petits partis, c'est-à-dire les groupes de droite; le calcul soigneux des quotients donne 1 siège pour 97.737 habitants dans la Seine, pour 1 siège par 39.208 habitants (soit 3 fois moins) dans les Basses-Alpes, par exemple.

Ainsi le Général croit mener à bien son offensive anti-ouvrière; il négocie avec le Dr. Mazé, à qui il exprime son étonnement de voir le parti radical soutenir la C.G.T. (évidemment, le parti radical n'accompagne celle-ci que parce qu'elle ne va pas très loin); avec Léon Blum, qui, lui, a déjà prouvé son dévouement en maintenant les ministres socialistes au gouvernement contre l'indignation spontanée de son propre congrès.

Les travailleurs français savent désormais à quoi s'en tenir. Leurs chefs se sont lancés dans la coalition servile avec la bourgeoisie; c'est maintenant la bourgeoisie qui dénonce la coalition et qui démasque elle-même ses batteries anti-ouvrières en falsifiant les élections.

de Gaulle, son capital, sa police secrète, ses maîtres bourgeois, son outillage et son assemblée de guignols, et le peuple, les travailleurs, les ouvriers et paysans qui éliront d'un seul jet une Assemblée totalement souveraine, et jetteront à la face de la bourgeoisie le NON de la classe exploitée, qui précède les révolutions.

Notre seule chance est là; il faut,

Gouvernement Socialiste - Communiste - C.G.T.!

Ce ne sera en aucune façon la transformation profonde de la société qui, seule, sauvera le monde, mais ce sera au moins la porte ouverte sous la pression des masses, l'expression de la volonté du peuple, sa participation au pouvoir, tandis que, de l'autre côté, la bourgeoisie attend le moindre sé-



en même temps que nous imposons au referendum la Constituante souveraine, être une assemblée qui dote la France d'un gouvernement ouvrier et paysan. Pour cela il faut obliger les partis ouvriers à prendre le pouvoir; partout, à défaut de candidats se présentant sur un programme de classe, il faut voter pour les candidats des travailleurs.

gne de faiblesse pour nous abattre à nouveau et nous plétner comme des chiens.

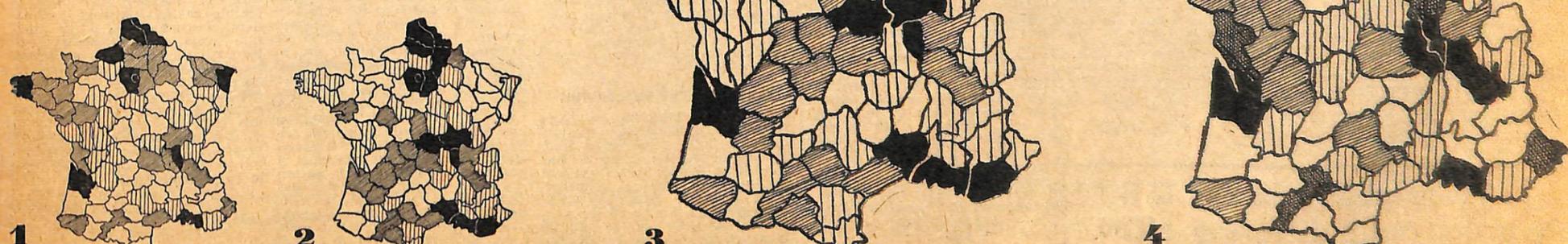
Camarades ouvriers et paysans, votez pour vos candidats!

Remercions le Général comme nous avons remercié Churchill! Nos élections doivent être une première victoire sur la réaction!

## LE SABOTAGE DU SUFFRAGE UNIVERSEL

(La comparaison de ces 4 cartes permet de constater le caractère réactionnaire du système électoral qui nous est imposé)

- 1 Carte de la DENSITE DE LA POPULATION: les départements les plus noirs sont les plus peuplés.
- 2 Carte des ELECTIONS DE 1936: Les départements les plus noirs sont ceux qui ont voté à gauche (socialiste et communiste) en 1936.
- 3 Carte COMBINEE DES DEUX PREMIERES: les départements de France les plus peuplés (industriels) et les plus à gauche.
- 4 Carte des DEPARTEMENTS DEFAVORISES dans le système actuel (où il faut le plus grand nombre d'électeurs pour un élu). ON VOIT QUE LES DEPARTEMENTS DEFAVORISES SONT EXACTEMENT LES PLUS PEUPLES ET LES PLUS A GAUCHE: (Nord, région parisienne, région rhénane, région lyonnaise, région bordelaise, région marseillaise et Finistère).



# SUR LE FRONT OUVRIER

## Echos des luttes :

**MONTBELIARD, 31 août.** — A l'issue d'un meeting de protestation contre l'insuffisance du ravitaillement, le sous-préfet a reçu une délégation de la C.G.T. et de la C.F.T.C. Elle a demandé que le ravitaillement soit amélioré, que les comités de répartition soient supprimés et qu'on lutte efficacement contre le marché noir et contre la hausse des prix.

**MONTENDRE, 3 septembre.** — Des inspecteurs de la police économique sont molestés par les habitants, les pneus de leurs voitures crevés, ils avaient voulu saisir chez un boucher cinq bêtes récemment abattues. Trois autres inspecteurs envoyés en renfort par le contrôle économique de La Rochelle sont eux-mêmes reçus par des coups à leur descente du train. Et la gendarmerie n'obtient la mise en liberté des inspecteurs, cernés par la foule, qu'à la condition de laisser aux habitants la viande saisie.

Les travailleurs de Montendré savent qu'ils ont la viande « saisie » ; elle va ravitailler des milliers de services parades de ministères inutiles, ou plus simplement, elle va directement au marché noir. Félicitons-les de leur énergie, ils ont au moins mangé ce jour-là !

**BETHUNE, 4 septembre.** — Pour protester contre la taxation à un taux insuffisant, les paysans de la région de Bethune déclenchent une grève de livraison du lait.

**ANGOULEME, 4 septembre.** — Les ouvriers boulangers se mettent en grève dans toute la Charente : leurs salaires sont insuffisants et les patrons refusent de céder. Comme le conflit menace de s'éterniser, la préfecture trouve la « solution » : elle augmente le prix du pain dans tout le département. On en pense la population laborieuse ?

**LILLE, 8 septembre.** — Les ouvriers et employés de la région du Nord continuent à faire preuve d'une belle combativité. Le 8, devant le refus du Ministère des Finances d'augmenter les salaires, les employés et ouvriers municipaux de Lille, Roubaix, Tourcoing se mettent en grève. Ils demandent un salaire annuel minimum de 48.000 fr. Le 9, les cheminots des dépôts de Lille et d'Hellemmes défilent dans les rues et vont présenter leurs revendications à la Préfecture.

**SETE, 8 septembre.** — L'union locale des syndicats confédérés décide la grève générale pour le mardi 11 septembre. Cette grève a pour but de protester contre l'insuffisance du ravitaillement. Les dockers du port ne déchargeront pas les bateaux ce jour-là.

**PARIS, 9 septembre.** — Rue du Poiteau, les ménagères s'emparent de l'étalage d'un magasin de volailles et en distribuent le contenu à la foule. Il n'y avait pas de viande cette semaine là dans les boucheries et les prix de la volaille, même officielle (dinde à 600 fr. le kg.), ne sont pas pour les bourses des travailleurs.

**LYON, 9 septembre.** — Aux halles des Cordeliers, cinquante personnes environ protestent contre la hausse des prix. Les manifestants étaient conduits par le secrétaire général du syndicat des consommateurs d'un arrondissement de Lyon.

**GOURDON, 10 septembre.** — Au village des Quatre-Routes, près de Marlet, la population passe à l'acte de agents du Contrôle Economique venus perquisitionner chez un boucher.

**PARIS, 12 septembre.** — Après la cynique réponse de la Chambre Syndicale Patronale, qui fait remarquer qu'elle n'a pas baissé les salaires féminins comme le gouvernement lui en

donnait le droit, les ouvriers et ouvrières de la Section Technique du papier-carton ont voté à l'unanimité l'ordre de grève pour le lundi 17 septembre.

**BARBEZIEUX, 12 septembre.** — Une amende s'est produite à Barbezies où des inspecteurs de la Police Judiciaire ont été pris pour des inspecteurs du Contrôle Economique et matmenés par la foule. Cinq cents personnes ont protesté contre le ravitaillement, ont crevé les pneus des voitures, et ont obligé des forces importantes de police à venir débarrasser les représentants de l'« ordre » et de l'« autorité ».

**BAYONNE, 12 septembre.** — Plus de mille manifestants ont défilé à travers Bayonne pour protester contre le ravitaillement. Des centaines de travailleurs ont exprimé leur mécontentement dans les bureaux de la sous-préfecture, où ils ont fait un peu voler les dossiers de l'« Administration » ; ils ont ensuite envahi une fabrique de pâtes alimentaires et ont distribué à la population les stocks dont on attendait vainement depuis longtemps le déblocage.

**LILLE, 13 septembre.** — Tous les fonctionnaires municipaux des mairies du département du Nord ont dé-

cidé la cessation du travail jeudi matin, pour protester contre la lenteur de la revalorisation des traitements et salaires.

**LYON, 13 septembre.** — Les employés de banque lyonnais, qui n'avaient pu obtenir l'unification des catégories d'emploi dans la profession, ont décliné la cessation du travail. Avant même d'avoir pu déclencher la grève, satisfaction leur a été donnée. Encore une preuve de l'efficacité de la meilleure arme ouvrière contre la bourgeoisie.

**ARRAS, 13 septembre.** — Plus de trois mille employés des services publics et de l'industrie privée ont défilé aujourd'hui dans les rues d'Arras pour demander un meilleur ravitaillement, en même temps que les cheminots manifestaient en faveur d'une augmentation de salaires. Une délégation a été reçue à la Préfecture.

**PARIS, 15 septembre.** — Trois cents ménagères, indignées par le prix des volailles, ont effectué une récupération rue Saint-Antoine. A l'arrivée de la police, non nombre de poulets étaient allés garnir, pour une fois

(Voir suite page 3, 1re col.)



## La suite de l'enquête de Marcien TIDONE (1)

# Le rôle des Syndicats dans la reconstruction

Il n'est pas question, bien entendu, de faire partager aux travailleurs les bénéfices réalisés par ces méthodes ; les prix indiqués à l'administration sont basés sur le rendement moyen obtenu dans les travaux en régie, on exige un tout autre rendement des ouvriers employés sur ces chantiers ; pour l'obtenir plus facilement, on appâte les travailleurs par des primes dérisoirement faibles en comparaison du profit réalisé. La réaction des entrepreneurs devant les demandes d'augmentation de salaire n'est plus du tout la même dans ce cas que lorsqu'il s'agit de la régie. En effet, il faut gagner sur les deux tableaux à la fois, sur l'administration qui paie et sur les ouvriers. Ce résultat est d'autant plus facile à obtenir que la menace de la débauche et du chômage reste toujours suspendue pour l'instant, sur la tête de ceux qui ne seraient pas capables d'engraisser assez leurs exploiteurs. Ajoutons, pour que le tableau soit complet, que certains perfectionnent le système en falsifiant le cube réel à enlever, par exemple, ce qui permet de diminuer en proportion la prime de rendement à verser.

Certains marchés se traitent aussi en se basant sur les séries de prix. Ce système, qui est souvent préconisé par l'administra-

tion sur les modes d'exploitation des travailleurs par les entreprises négrières ne présente rien de bien neuf, ce sont les mêmes méthodes que nous avons vu appliquer pendant cinq ans d'occupation nazie. Et, pourtant, maintenant, nous sommes libérés, on nous le dit, du moins. Non, cette libération n'est pas complète, elle ne peut pas l'être si, après avoir chassé les maîtres, on n'a rien fait contre leurs valets. La libération ne sera pas complète tant

que l'activité des trusts. D'ailleurs, nous ne devons pas oublier que les nationalisations, nécessaires comme objectif minimum, sont réalisées en régime capitaliste et par un gouvernement capitaliste et, de ce fait, portent en elles toutes les tares du régime. Nous n'avons donc que des résultats limités à attendre d'une nationalisation ; c'est à la collectivisation qu'il faudrait aboutir. Si nous ne pouvons rien pour l'instant, pour aboutir à cette fin, nous avons

par le comité de gestion. Ce dans ce sens, à mon avis, faut mener l'action et cette action est absolument conforme au régime qui se sont donnés les syndicats ouvriers et qu'ils ont inscrit dans leurs statuts : la suppression du régime capitaliste.

### LES COOPERATIVES OUVRIERES

Malheureusement, les moyens que je viens d'indiquer ne sont pas applicables dans tous les cas, il y aura besoin de lutter, car le nemi est fort et se défendra. Côté de cette lutte qu'il faut poursuivre avec des fortunes diverses, il y a un autre plan d'attaque qu'il faudra mener de front. Pour ce dernier nous pourrions nous aider des lois existantes, quitte à les débiter quand il le faudra, et par ailleurs nous avons dans certaines régions, des réalisations dont le succès est encourageant : je veux parler des coopératives ouvrières. Il est urgent, à mon avis, que tous les syndicats locaux et départementaux de Bâtiment créent, là où elles n'existent pas encore, dirigent et contrôlent des coopératives qui traiteront avec l'administration des marchés du déblaiement et de la reconstruction ; il y a lieu d'ailleurs à ce sujet d'entretenir en relation avec les Syndicats fonctionnaires des administrations intéressées et de leur demander de collaborer à la mise sur pied de notre projet. J'ai mentionné dans la première partie de cette étude, combien limitée était la tâche des entreprises travaillant pour le déblaiement du point de vue technique, administratif et comptable et combien était limitée la question de la fourniture du matériel et des matériaux. C'est pourquoi, à mon avis, la mise en chantier, par la Coopérative, de travaux de déblaiement peut se faire sans délai ; nous possédons, au sein de nos organisations syndicales, tout le personnel ouvrier, d'encadrement, de bureau ainsi que tous les techniciens nécessaires. L'apport de fonds lui-même ne saurait nous gêner si nous savons accepter quelques jours pénibles au départ. Par ailleurs, n'oublions pas que la loi nous donne un droit de priorité et des facilités pour la passation de marchés avec l'Etat et les Services publics. Si nous réussissons à lancer les Coopératives ouvrières avec le déblaiement, nous serons tout équipés et nous aurons les reins assez solides pour attaquer la reconstruction qui, malheureusement n'est pas encore

## LES PAYSANS NE SONT PAS PAYES et LES VILLES ONT FAIM

Dans le Calvados et l'Orne, dans toute la Bretagne — Finistère et Côtes-du-Nord particulièrement — en Charente-Maritime, dans le Sud-Ouest, dans le Nord, un peu partout les paysans ont levé les fourches contre les inspecteurs du ravitaillement. Le tocsin a sonné dans les villages et la population rassemblée a montré à ces messieurs du contrôle économique ce qu'elle pensait de la politique qu'ils sont chargés d'appliquer.

Alors que les agriculteurs sont pressurés autant et plus que sous le régime de Vichy, les villes restent affamées. Les ménagères, de leur côté, manifestent dans la plupart des grandes villes. Les organisations ouvrières passent à l'action pour obtenir un meilleur ravitaillement.

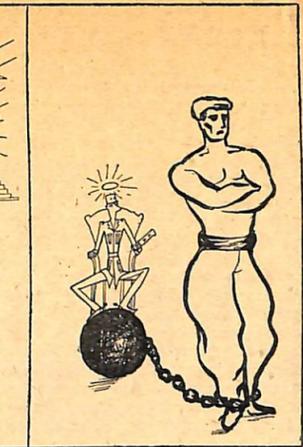
Les campagnes manifestent parce qu'on ne les paie pas, les villes meurent parce qu'elles n'ont rien à manger.

Quelles sont les raisons de cette incohérence ?

### Une politique des travailleurs

Il n'est donc pas possible de vaincre « en douce » cette force malaisante, car elle est une partie de la force malaisante du capitalisme et tous les capitalistes en sont naturellement solidaires.

Il faut mettre en avant non une politique de remplacement « en douce » d'une partie du système par une autre, mais une politique de démolition totale de la puissance capitaliste, par les producteurs, partout où ceux-ci la trouvent sur leur chemin,



OUI ! NON !

### Le problème des prix

La résolution du bureau confédéral de la Confédération Générale de l'Agriculture du 10 août donne un tableau exact du problème des prix, l'un des problèmes dont dépendent présentement le sort des paysans et le ravitaillement des villes.

Nous lisons : « ... l'intérêt du pays commande d'en finir avec les méthodes économiques employées jusqu'à ce jour, d'après lesquelles les produits agricoles ne sont jamais payés aux producteurs à un juste prix et, par contre, livrés aux consommateurs à un prix excessif. »

Les décisions prises le 10 août par la Confédération générale de l'Agriculture sont entièrement justifiées : refus des agriculteurs de siéger dans les comités départementaux de l'Office National Interprofessionnel des Céréales, et dans les comités national et départementaux du ravitaillement ; non-participation à l'établissement des statistiques ; invitation aux maires ruraux de retourner à l'envoyeur les papiers officiels concernant les questions agricoles.

Mais ces décisions, dont les trois dernières ont été rapportées le 30 août, ne pouvaient constituer que le début d'une grande offensive de la paysannerie française dont le but immédiat était le relèvement de prix à la production, mais dont dépendait finalement :

- 1° Que l'agriculture française puisse éviter la crise qui vient ;
- 2° Que les villes soient ravitaillées au juste prix.

### Le rôle des intermédiaires

Or, la dernière décision du bureau de la Confédération Générale de l'Agriculture, constituée à notre avis une solution « bien intentionnée » pourrait-on dire, mais insuffisante. Explications. Le bureau de la C.G.A. propose « la mise sur pied rapide, en dépit de toutes les oppositions possibles, d'un système de livraisons directes des produits agricoles aux consommateurs à des prix fixés entre les organisations agricoles, d'une part, et les organisations ouvrières et des consommateurs d'autre part. »

Il s'agit de se passer des intermédiaires. Ceux-ci sont en effet le cancer de l'agriculture. Ils achètent les produits aux agriculteurs à des prix qui ne leur permettent pas d'améliorer leur équipement, d'engraisser leurs terres ou d'intensifier leur production. Ils les revendent aux consommateurs en retenant une marge bénéficiaire qu'ils ne peuvent imposer que parce qu'ils détiennent le monopole du marché.

Mais comment en finir avec les intermédiaires ? Peut-on construire un nouveau marché, un nouveau système de relations entre producteurs et consommateurs, en marge de leur monopole ? Cela est complètement exclu. Non seulement ils possèdent tous les

faissant obstacle au redressement de l'agriculture, au ravitaillement de la population citadine et en général à la reconstruction. Les intérêts paysans exigent. Le sort des campagnes en dépend ainsi que le maintien du pouvoir d'achat des salariés et des pensionnés.

Quels sont les premiers mots d'ordre d'une telle politique ?

1° L'établissement d'un plan agricole par les organisations agricoles de la C.G.A. ;

2° L'aide de l'Etat aux organisations agricoles pour l'équipement agricole, le développement de coopératives d'utilisation de matériel en commun, la remise en état des terres et l'amélioration de l'habitat rural ;

3° Le financement de cette aide par l'expropriation des trusts du lait, du blé, des engrais, des machines agricoles, la suppression des intermédiaires, mandataires et grossistes ;

4° Le remembrement des terres et la réorganisation de la production agricole sur une base coopérative par des comités de villages, de cantons, départementaux et régionaux élus.

Ainsi pourrait-on permettre aux travailleurs de la terre de faire échec à toutes les manœuvres de division entre travailleurs des villes et des campagnes, de moderniser leurs méthodes de travail de façon à faire face à la crise qui sans cela résulterait de la reprise des importations étrangères, d'abattre le pouvoir des trusts et le monopole des intermédiaires.

Les mesures partielles ne suffisent plus, il faut regarder le problème de face et le résoudre par des mesures d'ensemble, réalisées et contrôlées par les travailleurs et prises dans leur intérêt.

Paul SAVOT.

tion parce que rendant moins faciles les petites combinaisons, est rarement employé, car le déblaiement ne s'y prête pas beaucoup. Les entrepreneurs ne sont pas partisans de ce système pour une autre raison, c'est que la préparation d'un projet sur les prix de série demande assez de travail et que ce travail ne rapporte rien. D'ailleurs, dans tous les cas où ces marchés sont appliqués, l'exploitation des ouvriers est la même que dans le cas des forfaits ; intransigence absolue sur la question des salaires et demande de fort rendement

### LA COMPLICITÉ PATRONALE

Je ne m'étendrai pas plus longuement sur ces conditions d'exploitation capitaliste que tous les travailleurs connaissent pour en avoir été et en être encore les victimes. J'ajouterai seulement quelques petites fioritures : opposition formelle des Chambres syndicales patronales à l'emploi direct d'ouvriers par l'administration, il faut passer par l'intermédiaire des entreprises ; pression des mêmes organisations patronales pour l'élimination complète des petits artisans des marchés de reconstruction et de déblaiement ; institution de tarifs différents, l'un le plus élevé, pour les entrepreneurs, l'autre, pour les non patentés dans les rares cas où on a dû faire appel à eux, cette différence étant suffisamment grande pour que les entreprises puissent, en majorant légèrement les prix payés aux non patentés, prendre ceux-ci à leur compte et recéder leur travail à l'administration, ... au tarif fort. On voit par là que nos maîtres n'oublient rien.

Tout ce que je viens d'établir

Reprise économique OUI ! Par le blocage des salaires NON !

que n'aura pas été mis à bas tout le système d'exploitation capitaliste. Capitalisme allemand, capitalisme d'ailleurs, ce sont deux faces du même ennemi. Il y a de l'ouvrage pour les ouvriers du bâtiment s'ils veulent arriver à secouer le joug des entreprises capitalistes. Malheureusement, tout ne peut pas encore être fait d'un seul coup et le balayage final n'est pas pour aujourd'hui. Néanmoins, et en particulier dans le domaine de la reconstruction, un grand pas peut être fait. Nous avons dès maintenant la possibilité de porter un coup très dur aux entreprises capitalistes et même, peut-être, d'en éliminer du marché. Divers moyens sont à notre disposition pour cette tâche qui, tous, peuvent aider à atteindre le but proposé. C'est de ces moyens et de leur mise en application que je voudrais parler à présent.

### LES SOLUTIONS TRANSITOIRES

Il est évident que la vraie solution du problème est dans l'action révolutionnaire qui amènera la suppression du régime capitaliste et l'instauration d'un système économique socialiste, mais il est non moins évident que c'est là une question qui n'intéresse pas que les syndiqués du bâtiment, mais l'ensemble de la classe ouvrière et que, d'autre part et surtout, nous sommes encore diablement loin de ce but idéal que nous poursuivons. Il faut donc trouver les solutions qui, même sous l'oppression du régime capitaliste, nous rapprochent de ce but idéal.

Nous avons laissé passer une occasion de faire un pas en avant vers l'émancipation, ce fut lors de la libération : à ce moment, nous aurions dû prendre immédiatement en charge les entreprises qui nous servaient directement ou indirectement vendus aux Allemands et en assurer l'exploitation nous-mêmes — quant aux entrepreneurs et aux trafiquants de marché noir qui les doublent actuellement, les remettre aux mains de comités ouvriers d'épuration, aux pouvoirs étendus, aux fins de neutralisation. Hélas, ce n'est pas ainsi que nous avons agi, nous nous sommes laissés embarquer dans une politique d'acceptation et certains chefs ouvriers, ou soit disant tels, ont jugé utile de faire passer avant les mots d'ordre revendicatifs de belles phrases sur la patrie, la nécessité de tout sacrifier à l'effort de guerre, la renaissance nationale et l'intensification de la production, etc... Qu'importait si, pour mener à bien ce programme, il fallait laisser faire nos ennemis de classe. Il reste donc à envisager ce que, maintenant, après ce mauvais départ, nous pouvons encore faire.

### LES COMITES DE GESTION

On a parlé beaucoup, on parle encore, de nationalisation des industries. Mais même en se limitant au domaine de la reconstruction et du déblaiement, il est fort peu probable que le gouvernement envisage cette hypothèse, alors qu'il n'a pas pu ou pas voulu la réaliser quoi que ce soit de bien sérieux dans ce domaine en ce qui concerne d'autres branches

pendant quelques possibilités d'action. Nous avons déjà beaucoup parlé de la transformation des comités d'entreprises en comité de gestion. A mon avis, voici là une des voies dans lesquelles nous pouvons nous engager. Certes, les comités d'entreprises sont régis par une législation très stricte, qui en fait des succédanés des comités sociaux de la Charte du Travail, il faut donc porter tous nos efforts à faire éclater l'enveloppe légale et faire de ces comités d'entreprises l'embryon du comité de gestion. Pour cela, il faut tout d'abord militer pour que les membres de ces comités soient en majorité cégétistes, il faut, à l'occasion de toute discussion et de toute étude en leur sein, aborder carrément les questions sociales et économiques. En parallèle, il faut étudier le fonctionnement technique et financier de l'entreprise par l'établissement de sortes de « Bulletins de santé » étudiés en commun au syndicat, de façon à suivre la marche de l'entreprise et à se préparer à sa gestion future ; sur ce point, nos camarades des cadres et techniciens peuvent et doivent faire œuvre utile. Il sera nécessaire aussi que les syndicats demandent et obtiennent un droit de regard et puissent donner leur avis dans toutes les commissions administratives, municipales, préfectorales et autres qui s'occupent de problèmes et des plans de reconstruction et de déblaiement. Enfin, il est nécessaire que des délégués des syndicats contrôlent la production, la répartition et l'utilisation des matériaux de construction. Toutes ces mesures tendent vers le même but à atteindre le plus rapidement et le

Produire OUI ! Sans revendiquer NON !

plus complètement possible : le contrôle ouvrier des entreprises.

### LA PARTICIPATION AUX BENEFICES

Dans quelques cas, des expériences ont été faites de participation ouvrière aux bénéfices. Je ne suis pas, en principe, partisan de ces expériences, qui tendent trop à un paternalisme patronal dont je me suis toujours méfié. Cependant, ces expériences ne sont pas à refuser. En effet, elles ouvrent la porte à des expériences plus poussées et peuvent amener, comme les comités de gestion, à l'élimination de la forme capitaliste de l'entreprise. En effet, pas de participation ouvrière aux bénéfices sans contrôle ouvrier de l'entreprise, sans gestion de l'entreprise, d'où nécessité d'un comité de gestion. A partir de ce moment, si le patron n'a pour rôle que de toucher des dividendes, c'est un poids mort inutile et coûteux, donc à éliminer ; s'il assume la direction technique de l'affaire, c'est un salarié dont les émoluments sont à fixer

### L'EPURATION

Parallèlement à cette création ou à ce développement de Coopératives ouvrières, il faudra poursuivre la lutte pour l'épuration sévère des entreprises de l'élimination sans pitié de tous les négriers et de tous les trafiquants qui, le premier moment de crainte passé, jouissent maintenant, avec arrogance, d'une impunité scandaleuse. Il faudra veiller aussi à ce que cette épuration ne consiste pas en mise sous séquestre, hors du contrôle ouvrier, de biens de l'entreprise, mais de les remettre entre les mains et sous la gestion des ouvriers de l'entreprise constitués en coopérative, celle-ci rattachée ou fondue avec la coopérative locale.

Marcien TIDONE, Syndiqué du Bâtiment.

(A suivre.)

Avoir abattu Hitler OUI ! Pour une autre dictature NON !

(1) Voir notre n. 10 du 15-8-46.

ECHOS DES LUTTES

(Suite de la p. 2, col. 4)

Les casseroles des pauvres et des exploités.

LES MINEURS VEULENT MANGER

LENS, 12, 13, 14, 15 septembre. — Nous serons probablement parmi les seuls de toute la presse ouvrière française à féliciter publiquement de leur énergie et de leur combativité, nos camarades mineurs du Pas-de-Calais.

Le 12 septembre, les mineurs des fosses n°s 2, 14 et 15 des mines de Lens, au nombre de 500 environ, se sont mis en grève pour protester contre l'insuffisance du ravitaillement et contre l'augmentation de certains impôts. Malgré les exhortations menaçantes et les menaces du Syndicat des Mineurs du Pas-de-Calais qui, comme d'habitude, s'est opposé à une manifestation spontanée de la juste colère des travailleurs, malgré l'exclusion pour « indiscipline » du camarade Thévenot, la grève s'est poursuivie le 13 septembre.

Continuant d'imposer leur volonté, les mineurs auxquels sont venus s'ajouter les camarades des puits 12 de Lens et 16 de Loos-en-Gohelle, ont désigné le 14 septembre une délégation d'ouvriers et de responsables syndicaux, chargée de prendre contact à Paris avec la Fédération du Sous-Sol et, si nécessaire, avec le Ministre de la Production.

En attendant le retour de cette délégation, des puits à Vendin-le-Vieil, à Meurchin, à Bruay, à Liévin, à Courrières, à Valenciennes, à Anzin, ont débrayé, se solidarisant avec les grévistes de Lens. Face à ce magnifique mouvement que les ouvriers ont déclenché et organisé eux-mêmes, le Syndicat des Mineurs du Pas-de-Calais, et M. Auguste Lecœur, maire de Lens, mettent en garde les grévistes, (l'aura-t-on entendu ce mot-là!) et les engagent hypocritement à travailler avec sagesse pour la production.

Courage, camarades, ne vous laissez pas arrêter par la lâcheté de certains responsables, ou les discours du ministre de la Production! Continuez le combat et remportez la victoire! Nous sommes avec vous!

TOULOUSE, 15 septembre. — Plus de quinze cents ménagères ont aujourd'hui attaqué le marché central où étaient exposés huit mille volailles à des prix qui sont une insulte aux travailleurs. Après avoir effectué la distribution, elles ont envahi une grosse épicerie, où le patron a immédiatement mis en vente sans ticket, un gros stock de pâtes alimentaires.

Dans l'après-midi, les manifestations sont devenues générales à travers toute la ville. 20 tonnes de sucre et 10 tonnes de denrées diverses ont été récupérées par les travailleurs. La police, impuissante à enrayer la colère populaire, a dû assister de mauvais gré à cette magnifique distribution de vivres, conquis sur les riches et le marché noir.

Au referendum

SUITE DE LA PREMIERE PAGE

Et en fin de compte la réponse même ne contient rien, si ce n'est la confirmation de la volonté arrêtée du général de saboter les élections, c'est-à-dire la preuve, une fois de plus, que lorsque les partis ouvriers s'unissent avec la bourgeoisie, c'est la bourgeoisie qui dénonce elle-même cette union.

Ainsi donc les positions sont prises et toutes les démarches n'y changeront rien. Il ne s'agit plus de protester, de gémir, de se battre les flancs; lorsqu'on soutient la politique réactionnaire du général en répondant OUI-OUI comme lui, ou lorsqu'on participe à ses manœuvres en laissant ses ministres au gouvernement, on est évidemment gêné pour dépasser les coquetteries, les délégations et les sentiments distingués.

Mais nous, travailleurs, qui n'avons pas à être arrêtés par tout cela, qui voyons se dérouler au grand jour le complot de la réaction anti-ouvrière, nous jugeons plus simplement: la constitution doit être souveraine, et souveraine elle sera. Ne nous embarrassons pas de trop de politesses; sur le terrain politique il n'y a que les faibles pour être polis. Or, nous sommes forts, camarades, de toute notre masse exploitée, de toute notre volonté farouche de liberté, de démocratie véritable, de travail et de pain pour tous; assez forts en tous cas pour dire à de Gaulle: « Merci Général, ça suffit comme ça! Nous répondons OUI pour l'Assemblée et NON pour votre plébiscite! Place à la souveraineté du peuple! »

DU TRAVAIL ET DU PAIN POUR TOUS

QUE VEULENT LES TRUSTS? QUE FAIT DE GAULLE?

- Une Constituante paralytique! Le sabotage du suffrage universel! L'anarchie économique! Le blocage des salaires! La montée des prix! L'extension du chômage! Une comédie d'épuration! Et, en politique extérieure: LE BLOC OCCIDENTAL (bloc antisoviétique des capitalistes bourgeois)!

QUE VEULENT LES TRAVAILLEURS?

- Une Constituante unique et souveraine! Un gouvernement ouvrier et paysan! La nationalisation et la socialisation des grandes entreprises sans indemnité ni rachat! Un plan de production élaboré par la C. G. T.! Le contrôle ouvrier de la production par les sections syndicales et les comités d'entreprise! Contre la vie chère: L'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES! Contre le chômage: L'ECHELLE MOBILE DES HEURES DE TRAVAIL! L'armement du peuple! Et, en politique extérieure: LA DEFENSE DE L'U.R.S.S. PAR LE RENVERSEMENT DU CAPITALISME!

La découverte des archives du parti nazis a montré que le Gestapo collaborait avec les polices de 13 pays « contre le communisme ».

Dans ces pays, il y avait la Finlande, dirigée alors par des frères de parti de Léon Blum, mais nous essayons d'exister par les revenus que nous permet d'obtenir la diffusion de nos résultats. Notre travail n'est pas un travail politique, mais une contribution scientifique à la connaissance des divers aspects de notre vie sociale.

Le service des Sondages et Statistiques, dont nous avions publié un résultat dans notre numéro 10, nous écrit: « Nous ne sommes financés par aucune industrie, et encore moins par la « grosse », mais nous essayons d'exister par les revenus que nous permet d'obtenir la diffusion de nos résultats. Notre travail n'est pas un travail politique, mais une contribution scientifique à la connaissance des divers aspects de notre vie sociale. » Dont acte. Avec plaisir.

Au lecteur:

Camarade, nous avons à nous excuser de l'irrégularité de notre parution. Elle est due au fait que nous sommes sur le point de nous installer à Paris et que le transfert administratif de notre autorisation, ainsi que l'installation d'un local nouveau sont choses longues et compliquées. Or, elles ne sont pas facilitées à un journal ouvrier.

D'autre part, des problèmes financiers et matériels se posent, que nous avons du mal à résoudre. Nous avons déjà ramené le prix de chaque exemplaire de 5 à 4 francs, au prix d'un gros effort.

Dès que nous aurons terminé notre transfert (c'est-à-dire, nous l'espérons, pour le prochain numéro nous manderons à tous nos camarades d'ouvrir une grande campagne d'abonnements et de souscriptions pour le « Front Ouvrier ». Une permanence sera ouverte à Paris; notre compte de chèques postaux attendra leurs apports, et avec leur secours, « Front Ouvrier » maintiendra son indépendance et étendra son action.

Enfin, nous avons à signaler que l'abondance de copie pour ce numéro sur les élections a nécessité le renvoi au prochain numéro de la rubrique « Sur le Front international » qui comprenait des articles sur l'Indochine, l'Extrême-Orient, l'Argentine, la Grèce et les Etats-Unis. Nous nous en excusons aussi.

LA REDACTION.

Un trimestre de démocratie bourgeoise

- 22 juin 1945. — Le Comité d'Entente des partis socialiste et communiste se prononce pour « la souveraineté totale d'une assemblée à la fois constituante et législative ».
7 juillet 1945. — Le Conseil National de la Résistance réclame « l'élection d'une Assemblée souveraine, à la fois constituante et législative ».
9 juillet. — Sans se préoccuper le moins du monde des volontés du peuple, le Conseil des ministres décide: L'imposition au pays d'un choix entre la constitution de 1875 et une constituante limitée.
9 juillet. — La commission administrative de la C.G.T. se prononce pour « l'élection par le suffrage universel d'une constituante pleinement souveraine » et charge ses délégués au C.N.R. d'inviter les partis politiques à discuter en commun.
11 juillet. — Les Etats-Général de la Renaissance Française « demandent qu'avant toute autre élection, soit émise au suffrage universel direct, avec représentation proportionnelle intégrale, une assemblée constituante ayant pouvoirs souverains, tant pour élaborer une constitution que pour choisir et contrôler les membres du gouvernement, sans que cette souveraineté puisse être limitée par une procédure de referendum ou toute autre méthode restrictive ».
12 juillet. — Discours du général de Gaulle qui présente le projet gouvernemental et se prononce contre la souveraineté d'une constituante.
12 et 13 juillet. — Les Etats-Général protestent violemment contre le referendum.
21 juillet. — Le général de Gaulle prend publiquement position à Brest contre l'Assemblée souveraine.
29 juillet. — L'Assemblée consultative repousse par 108 voix contre 101 le contre-projet Aurio-Bourdât présenté par le parti socialiste pour tendre la perche au gouvernement.
2 août. — L'Assemblée consultative demande que la représentation proportionnelle soit appliquée aux prochaines élections.
8 août. — Saisissant la perche tendue par le parti socialiste, de Gaulle décide le maintien du referendum, mais en modifie quelque peu les termes de façon à laisser malgré tout la possibilité de voter pour une Assemblée souveraine.
10 août. — Le Conseil des ministres publie les termes exacts des questions posées dans le referendum.
11 août. — Le général de Gaulle se rend dans le Nord où il prononcera de nouveau, à Béthune, un violent réquisitoire contre l'Assemblée souveraine.
11 août. — Ouverture du Congrès socialiste. Au cours de ce Congrès, une délégation est envoyée au général à la demande unanime de l'Assemblée, pour protester contre le système électoral imposé par le gouvernement. Elle n'est pas reçue. Devant cet échec, la direction du parti a toutes les peines du monde à convaincre le Congrès qu'il faut maintenir les ministres socialistes au gouvernement, et par là soutenir la politique réactionnaire du général.
17 août. — Publication du décret sur les élections. Le général, ignorant systématiquement les vœux des partis politiques, du C.N.R., de l'Assemblée constituante, impose au pays une proportionnelle bâtarde, et un découpage scandaleux.
20 août. — Le général de Gaulle part aux U.S.A.
25 août. — Ouverture du Congrès du M.R.P.
28 août. — Le M.R.P. se range dans les OUI-OUI où il retrouve la direction du parti socialiste au ordre du général.
31 août. — Le général rentre des Etats-Unis.
31 août. — Sur l'invitation de la C.G.T., la Ligue des Droits de l'Homme, le parti radical, le parti socialiste et le parti communiste, décident en commun d'envoyer un délégué au général de Gaulle pour réclamer un régime de représentation proportionnelle intégrale et loyale.
2 septembre. — M. Léon Jouhaux demande à être reçu par le général au nom des partis représentés. Le général refuse sechement en niant à la C.G.T. tout droit à une opinion politique.
3 septembre. — Le Conseil Central de la Renaissance Française se déclare hostile à tout referendum, et décide d'engager une campagne à travers le pays pour démontrer au corps électoral l'inanité et le danger de cette consultation.
4 septembre. — Revenant sur cette première déclaration, sous l'action du M.L.N., du M.R.P., du parti socialiste, etc., membres du C.N.R., le Conseil Central de la Renaissance Française, publie une protestation plus modérée contre le système électoral et confirme son désir de « voir s'exercer le contrôle des élus sur le gouvernement ».
4 septembre (matin). — Le docteur Mazé (parti radical) confère longuement avec le général. « Nous n'avons pas rompu », dit-il avec satisfaction.
4 septembre (après-midi). — M. Léon Blum (parti socialiste) confère longuement avec le général. « Nous n'avons pas rompu », déclare-t-il aussi avec satisfaction.
4 septembre (soir). — Les partis de gauche décident en commun d'envoyer un memorandum écrit au général de Gaulle, critiquant un système électoral « qui n'est ni juste ni loyal ».
4 septembre. — Anniversaire de la République (sic).
6 septembre. — Décret fixant le nombre de sièges attribués.
7 septembre. — Nouvelle réunion des partis de gauche, qui se mettent d'accord sur le contenu du memorandum.
8 septembre. — Le memorandum est remis au général de Gaulle.
13 septembre (o h. 15). — La réponse du général au memorandum est envoyée personnellement à Daniel Mayer, secrétaire général du P. S. Nouvelle insulte à la C.G.T.
13 septembre (17 h.). — Daniel Mayer se décide à communiquer la réponse aux autres délégations. La « dépêche de Paris » la publie in-extenso avant même que les délégués aient eu le temps d'en prendre connaissance. La réponse est négative.
Le parti communiste propose une manifestation publique de mécontentement au Vel d'Hiv. Une protestation commune est de nouveau envoyée au général.
18 septembre. — Nouvelle réunion des partis de gauche. Ajoutons que pendant toute cette période, le parti communiste français s'est déclaré partisan de la constituante souveraine, sans limitation préalable, mais a néanmoins, comme le parti socialiste, laissé ses ministres au gouvernement.

N. B. — Nous nous excusons d'avoir omis « Libertés » qui répond OUI-NON.

Assassinats en Espagne Calomnies en France

Le super-assassin Franco continue sa carrière commencée en juillet 1936. Aujourd'hui, après de mensongères déclarations d'amnistie, il a opéré une monstrueuse série d'arrestations dans les milieux de résistance à son abjecte dictature fasciste, et se prépare à supplier deux militants communistes: ALVAREZ et ZAPRAIN.

Le « FRONT OUVRIER » joint sa protestation solennelle à celle de l'« HUMANITE » contre ce nouveau crime franquiste.

Mais nous ne demandons pas à notre gouvernement bourgeois de rompre avec Franco, Peine perdue. Nous demandons aux travailleurs de France de remédier leur gouvernement actuel, complice hypocrite du fascisme espagnol et de le remplacer par un gouvernement du peuple qui, lui, rompra effectivement avec Franco.

Nous rappelons aussi que le bourreau sanglant des prolétaires espagnols ne tient debout que grâce aux accords économiques consentis par les Alliés, notamment le fameux traité commercial que de Gaulle vient de signer avec Franco. Et nous appelons nos camarades anglais à demander à Bevin s'il est d'abord travailleur, ou ministre de Sa Majesté.

Mais nous protestons aussi, et non moins solennellement, comme organe de défense de la classe ouvrière dans son ensemble, contre d'odieuses renseignements donnés par « RESISTANCE » du 15 septembre 1945 et repris par « FRANC-TIREUR » et l'« HUMANITE » du 15 septembre, qui associent le glorieux militant de la Fédération anarchiste ibérique (F.A.I.) et les trotskystes (IVe Internationale) aux sinistres agissements de la DGER.

En effet, dans l'« HUMANITE » du 15 septembre 1945, nous lisons ces lignes: « On a découvert que des tracts écrits par la F.A.I. anarchiste ont été passés en Espagne par les valées d'Andorre. Il semble, déclare-t-on, que les responsables de ce trafic soient, comme de bien entendu, deux officiers de la DGER, etc. » Et cela sous le titre: « DGER, Franco, hitléro-trotskyistes, et Cie. Voilà les « preuves » de l'« HUMANITE ». « Il semble, déclare-t-on... »

Qui ça ON? Quelle honnêteté pour un journal ouvrier!

Il faudrait mieux expliquer pourquoi les ministres communistes restent dans un gouvernement qui n'a pas rompu avec Franco, plutôt que de bavarder d'une manière anonyme sur des militants ouvriers révolutionnaires. Et il serait intéressant de noter que l'« HUMANITE », qui se proclame antifasciste et accuse si facilement et si gratuitement les autres de ne pas l'être, prêche l'alliance avec les champions radicaux de la non-intervention en Espagne tout en insultant basement ceux qui, sans armes, sauvent la Catalogne en 1936.

La F.A.I., une officine de la police franquiste? La IVe Internationale, une succursale du fascisme international? Tant de morts dans la lutte antifasciste et anticapitaliste pour en arriver là?

Allons, camarades de l'« HUMANITE » et de « FRANC-TIREUR », ne laissez pas imprimer de telles ordures qui déshonorent le mouvement ouvrier.

Car c'est vraiment diviser la classe ouvrière et l'affaiblir que protester seulement pour les militants du parti communiste espagnol, insulter les autres et s'associer aux radicaux!

H. G.

Fuhrer et fidélité

On sait que désormais, les prisonniers allemands pourront s'engager dans la Légion étrangère. Naturellement, peu de prolétaires dans cette... honorable institution. Mais il est probable que les spécialistes d'Oradour-sur-Glane vont s'efforcer de signer un engagement pour ne pas perdre la main. On les enverra peut-être civiliser l'Indochine. Et les journaux et les douairières s'extasieront devant les exploits des SS en képi blanc. Car, à partir de maintenant, les méchants terroristes c'est le malheureux peuple annamite.

Comment! La C.G.T. n'a pas le droit de faire de politique? Mais alors, la grande Muette n'a qu'à fermer sa bouche!

CHEZ LES MINEURS DE LA MURE (Isère)

UN LECTEUR NOUS ECRIT:

« Je vais vous rendre compte d'une conversation que j'ai eue avec un mineur de la Mure, un de ces travailleurs à l'esprit combatif, sur qui la révolution peut compter. Un syndicat solidement organisé et fonctionnant avec régularité, rend la direction des mines conciliante; presque toutes les demandes concernant les salaires ou le ravitaillement sont acceptées. La question des logements a fait aussi l'objet de revendications

SALUT à Carlos PRESTES

Il y a dix ans, les esclavagistes noyaient dans le sang le mouvement de libération des ouvriers et des paysans du Brésil.

La bourgeoisie internationale s'était donné rendez-vous pour écraser les pauvres qui avaient l'audace de vouloir envahir un territoire immense aux requins de la finance. Un homme fut chargé de cette besogne: le bourgeois Vargas. Contre lui se leva Luis Carlos Prestes qui, avec une colonne de partisans, tint pendant de longs mois en échec l'armée fasciste équipée par les soins des industriels allemands et américains. Pendant des mois, Carlos Prestes fit l'admiration du monde ouvrier, et quand il fut pris, la protestation de la presse prolétarienne mondiale réussit à lui sauver la vie.

La guerre arriva. Les grands partis ouvriers sombrèrent dans l'union sacrée de la lutte « pour la démocratie ». Le bourgeois Vargas se joignit lui aussi... au front des démocrates! et la grande presse ouvrière le baptisa « Président ». Bien entendu, pour ne pas troubler la « lune de miel », on évita les sujets brûlants.

Or, Carlos Prestes était toujours en prison! Dans les grands Congrès qui réunissaient les représentants des Etats alliés, M. Molotov et le délégué du Brésil portaient de joyeux toasts au triomphe de la démocratie.

Là-bas, depuis 7 ans, Carlos Prestes est en prison! Aujourd'hui, le bourgeois-président Vargas décide que le Brésil sera... une démocratie... jusqu'au jour où le prolétariat deviendra assez fort pour élever la voix.

Carlos Prestes est libre, mais 9 ans de bagne ont passé sur sa vie.

L'histoire du prolétariat brésilien est pleine d'enseignements pour l'avant-garde révolutionnaire qui lutte contre le capital quel que soit le masque qu'il recouvre.

Et « Front Ouvrier » salue le héros antifasciste Carlos Prestes que pendant 9 ans un dictateur sanglant garda dans des fers payés par des « démocrates ».

(des indemnités sont versées à tous ceux qui n'habitent pas dans les cités ouvrières; des constructions nouvelles sont entreprises pour eux).

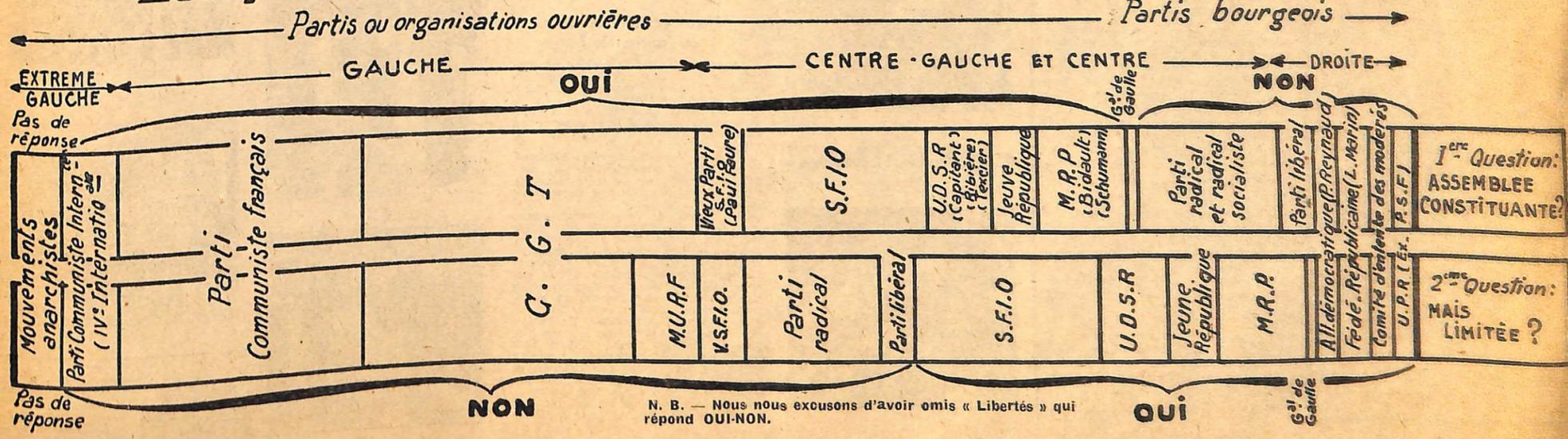
« Les cadres de techniciens et d'ingénieurs sont le plus souvent réactionnaires, ainsi que les patrons. Cependant ils n'ont pas conservé leurs droits sociaux (comme une retraite d'Etat). « Par contre, le contrôle de la production est assez avancé. Il n'est pas démocratique, puisque c'est seulement le Comité d'Entreprise, cette image des comités sociaux de Vichy, qui l'exerce. Mais ce comité d'entreprise est très actif, et les responsables syndicaux ont de plus en plus l'habitude de participer à la gestion de l'entreprise. Les mineurs ne veulent pas de gestion ouvrière pour l'instant: le patron doit garder toute la responsabilité de la gestion, les mineurs veulent contrôler. Si, à l'heure actuelle, un plan national de production, dressé par la C.G.T. et contrôlé par les ouvriers de l'entreprise, était institué, tout serait prêt à fonctionner aux mines de la Mure. Résultats du contrôle ouvrier: les mines marchent, une allure accélérée, le rendement est un des meilleurs de France.

« Pendant la clandestinité, la lutte fut très bien organisée. Rien qu'à la Mure, un parti communiste clandestin de quatre-vingt-dix membres a pu être complètement mis sur pied. Des milices ouvrières, fortes de cent cinquante hommes, ont été armées et équipées, et animées d'un grand esprit combatif. Ce fut une grande déception quand il fallut les dissoudre. Mais ce sont les responsables du parti communiste eux-mêmes qui sont venus chercher les armes, il a bien fallu leur remettre. Quand et comment pourra-t-on reconstituer ces milices? »

« Une anecdote pour terminer: pendant l'occupation, alors que beaucoup de délégués, les responsables du syndicat ont été, un jour, à la préfecture de Grenoble pour manifester leur mécontentement; ils faillirent être arrêtés à la sortie; seule, l'intervention du préfet les sauva; par leur courage ils avaient obtenu la victoire.

« Continuez, mineurs de la Mure, restez intraitables, vous êtes en bonne voie! » Jean V. Grenoble.

Les formations politiques devant le referendum



# QUAND LE GRAND GÉNÉRAL joue au petit soldat

Depuis le débat du Parti Socialiste sur l'Unité jusqu'à la déclaration de Gaullisme sur le bloc occidental, il s'est produit une série de faits dont la liaison n'a pas toujours été apparente.

Un grand nombre de délégués du congrès socialiste réclamaient l'unité ouvrière. Blum a réussi à détourner le courant — il a employé toutes sortes d'arguments. Mais on sait aujourd'hui qu'il avait eu auparavant des entrevues avec certains personnages de l'Etat.

La presse le temps de préparer sa réponse.

Quant à retirer les ministres socialistes et communistes du gouvernement, « Je reste, mais je proteste », comme disait Pétain! Dès lors, tout le reste ressemble fort à des sinagrèmes et de Gaullisme peut continuer en toute tranquillité son travail. Les entraves aux

Il est fort possible qu'avec son projet de « Bloc occidental » en poche, de Gaulle se tourne vers Staline en lui disant : « Donnant, donnant, je fais mes élections comme je l'entends, le parti communiste ne fiche la paix, pas de troubles sociaux, et alors je renonce au bloc. »

Le chantage n'est pas encore accompli. Il est amorcé... et les ministres communistes restent au gouvernement.

Puis de Gaulle va aux Etats-Unis. Là, on lui explique que si le prêt-bail a été suspendu, si les capitalistes américains ne veulent pas placer de l'argent en France, c'est parce que la situation n'y est pas sûre; la bourgeoisie n'y est pas assez solide sur ses pieds... et il y a une partie de la presse française qui n'est pas encore assez sage.

De Gaulle répond qu'il faut lui donner un coup de main pour rétablir l'ordre. Pas d'argent, pas de Suisse, et le *New-York Post* du 20 août explique l'histoire de cette façon : « Pour préserver le monde d'aujourd'hui, nous devons partager notre argent et nos ressources avec les voisins appauvris. » Donc, le président Truman promet 700 millions de dollars en marchandises. Seulement il faudra que ça marche droit. Le général s'incline, ravi. La presse française s'incline également et il faut que ce soit une journaliste américaine, Dorothy Thomson, qui déclare : « En suggérant au chef de l'Etat français d'agir sur la presse française, le président Truman prend le chemin suivi jusqu'à présent par les états totalitaires seulement. »

De Gaulle revient, et tous les journaux de France parlent de l'accueil; encore faut-il préciser qu'il s'agit de détails; mais pas un mot sur la signification du voyage.

La presse étrangère n'est pas si discrète et le journal italien « Risorgimento Liberale » du 29 août affirme : « De Gaulle cherche à rétablir et à consolider la démocratie parlementaire en Europe occidentale, où elle serait appelée à faire contrepoids à la domination communiste en Europe centrale. » Ça devient plus clair. Encore faut-il préciser qu'il s'agit de rétablir une démocratie bourgeoise bien garantie contre les excès du suffrage universel. Aussi le général, à peine rentré, convoque l'amiral Palewski et prépare un savant dénouage de la France, arrangé de telle façon que la voix d'un petit bourgeois vaut celle de deux ouvriers.

De toutes ces histoires d'Alti Baba et de plus de quarante voleurs, il ressort que la bourgeoisie française ne coupe pas encore les ponts du côté de l'U.R.S.S. mais continue son petit chantage de tous les côtés, dans le seul but d'avoir assez de forces matérielles pour assurer sa stabilité et tenir la classe ouvrière en laisse.

Sur ces entrefaites, la C.G.T. demande à donner le point de vue des masses laborieuses. De Gaulle l'envoie promener parce que, si les syndicalistes avaient le droit de se faire fusiller par contre, ils n'ont pas le droit de faire de la politique... et c'est un militaire qui vous le dit!

Cette réponse insolente à l'égard des travailleurs est diversement commentée. Elle est si scandaleuse qu'elle oblige Jouhaux lui-même à protester. Dans tout le pays, une vague d'irritation roule et Palewski se rend compte que le patron perd sa position d'arbitre et met un peu trop qu'il a un « De » à son nom.

Hélas! les protestations sont bien anodines des qu'on se retrouve parmi les responsables du mouvement ouvrier.

Un mémorandum est envoyé à de Gaulle, mais on ne met la presse au courant du texte que deux jours après. On dirait qu'on veut donner à

quelques choses dans ce drame de cinq ans.

Non, vraiment, la bourgeoisie n'avait pas à se plaindre. Un couvercle « national » était posé sur ce mouvement populaire qui cherchait sa voie. Et pourtant...

Pas d'armes parachutées! et l'armée régulière qui jonce « délinquer » un Paris qui s'était déjà libéré lui-même, et une bourgeoisie inquiète, inquiète par ces fumées d'émancipation quand ça sera la « vraie ». La Sociale!

D'Artagnan sourit et s'éloigne, sûr de ne plus être dérangé.

Or, il y avait un fait certain. Le peuple de Paris était dans la rue!

La bourgeoisie était... tellement certaine du caractère « national » qu'avait l'insurrection, que pendant des années, les F.T.P. ne reçurent aucune aide et durent récupérer tout leur armement eux-mêmes.

Curieux, n'est-ce pas?

Quant à la préfecture, elle passa à l'insurrection pour en tirer tout caractère révolutionnaire. Voilà qui saute aux yeux.

Pendant huit jours, le peuple de Paris dominait la rue... Mais pas une arme ne fut parachutée.

La bourgeoisie, avec beaucoup plus de clairvoyance que certains révolutionnaires en peau de lapin, suivait le déroulement des événements et craignait plus que tout, que les masses populaires attentives à la sacro-sainte propriété des industriels et des banquiers.

Et pourtant, les chefs des mouvements de résistance étaient bien loin de toutes pensées méchantes à l'égard de cette pauvre bourgeoisie!

Il faudra un jour qu'on explique pourquoi si peu de Cies F.T.P. furent formées à Paris. Il faudra également expliquer la raison pour laquelle, en juillet 1944, après nous avoir annoncé des contacts F.T.P. avec les milices d'usines afin de les entraîner aux réceptions d'armes etc., aucune suite ne fut donnée à ce projet.

« Beaucoup de choses restèrent dans l'ombre... Sauf l'affiche demandant le respect de la propriété commerciale et autre ». Ce « Et autre » signifiant les biens des rois de la mine et du rail!

On lança le mot d'ordre d'extermination du soldat allemand, mais il ne fut nullement question de Schneider et de sa bande qui étaient pourtant

quelque chose dans ce drame de cinq ans.

Non, vraiment, la bourgeoisie n'avait pas à se plaindre. Un couvercle « national » était posé sur ce mouvement populaire qui cherchait sa voie. Et pourtant...

Pas d'armes parachutées! et l'armée régulière qui jonce « délinquer » un Paris qui s'était déjà libéré lui-même, et une bourgeoisie inquiète, inquiète par ces fumées d'émancipation quand ça sera la « vraie ». La Sociale!

D'Artagnan sourit et s'éloigne, sûr de ne plus être dérangé.

Or, il y avait un fait certain. Le peuple de Paris était dans la rue!

La bourgeoisie était... tellement certaine du caractère « national » qu'avait l'insurrection, que pendant des années, les F.T.P. ne reçurent aucune aide et durent récupérer tout leur armement eux-mêmes.

Curieux, n'est-ce pas?

Quant à la préfecture, elle passa à l'insurrection pour en tirer tout caractère révolutionnaire. Voilà qui saute aux yeux.

Pendant huit jours, le peuple de Paris dominait la rue... Mais pas une arme ne fut parachutée.

La bourgeoisie, avec beaucoup plus de clairvoyance que certains révolutionnaires en peau de lapin, suivait le déroulement des événements et craignait plus que tout, que les masses populaires attentives à la sacro-sainte propriété des industriels et des banquiers.

Et pourtant, les chefs des mouvements de résistance étaient bien loin de toutes pensées méchantes à l'égard de cette pauvre bourgeoisie!

Il faudra un jour qu'on explique pourquoi si peu de Cies F.T.P. furent formées à Paris. Il faudra également expliquer la raison pour laquelle, en juillet 1944, après nous avoir annoncé des contacts F.T.P. avec les milices d'usines afin de les entraîner aux réceptions d'armes etc., aucune suite ne fut donnée à ce projet.

« Beaucoup de choses restèrent dans l'ombre... Sauf l'affiche demandant le respect de la propriété commerciale et autre ». Ce « Et autre » signifiant les biens des rois de la mine et du rail!

On lança le mot d'ordre d'extermination du soldat allemand, mais il ne fut nullement question de Schneider et de sa bande qui étaient pourtant

quelque chose dans ce drame de cinq ans.

Non, vraiment, la bourgeoisie n'avait pas à se plaindre. Un couvercle « national » était posé sur ce mouvement populaire qui cherchait sa voie. Et pourtant...

Pas d'armes parachutées! et l'armée régulière qui jonce « délinquer » un Paris qui s'était déjà libéré lui-même, et une bourgeoisie inquiète, inquiète par ces fumées d'émancipation quand ça sera la « vraie ». La Sociale!

D'Artagnan sourit et s'éloigne, sûr de ne plus être dérangé.

Or, il y avait un fait certain. Le peuple de Paris était dans la rue!

La bourgeoisie était... tellement certaine du caractère « national » qu'avait l'insurrection, que pendant des années, les F.T.P. ne reçurent aucune aide et durent récupérer tout leur armement eux-mêmes.

Curieux, n'est-ce pas?

Quant à la préfecture, elle passa à l'insurrection pour en tirer tout caractère révolutionnaire. Voilà qui saute aux yeux.

Pendant huit jours, le peuple de Paris dominait la rue... Mais pas une arme ne fut parachutée.

La bourgeoisie, avec beaucoup plus de clairvoyance que certains révolutionnaires en peau de lapin, suivait le déroulement des événements et craignait plus que tout, que les masses populaires attentives à la sacro-sainte propriété des industriels et des banquiers.

Et pourtant, les chefs des mouvements de résistance étaient bien loin de toutes pensées méchantes à l'égard de cette pauvre bourgeoisie!

Il faudra un jour qu'on explique pourquoi si peu de Cies F.T.P. furent formées à Paris. Il faudra également expliquer la raison pour laquelle, en juillet 1944, après nous avoir annoncé des contacts F.T.P. avec les milices d'usines afin de les entraîner aux réceptions d'armes etc., aucune suite ne fut donnée à ce projet.

« Beaucoup de choses restèrent dans l'ombre... Sauf l'affiche demandant le respect de la propriété commerciale et autre ». Ce « Et autre » signifiant les biens des rois de la mine et du rail!

On lança le mot d'ordre d'extermination du soldat allemand, mais il ne fut nullement question de Schneider et de sa bande qui étaient pourtant

quelque chose dans ce drame de cinq ans.

Non, vraiment, la bourgeoisie n'avait pas à se plaindre. Un couvercle « national » était posé sur ce mouvement populaire qui cherchait sa voie. Et pourtant...

Pas d'armes parachutées! et l'armée régulière qui jonce « délinquer » un Paris qui s'était déjà libéré lui-même, et une bourgeoisie inquiète, inquiète par ces fumées d'émancipation quand ça sera la « vraie ». La Sociale!

D'Artagnan sourit et s'éloigne, sûr de ne plus être dérangé.

Or, il y avait un fait certain. Le peuple de Paris était dans la rue!

La bourgeoisie était... tellement certaine du caractère « national » qu'avait l'insurrection, que pendant des années, les F.T.P. ne reçurent aucune aide et durent récupérer tout leur armement eux-mêmes.

Curieux, n'est-ce pas?

Quant à la préfecture, elle passa à l'insurrection pour en tirer tout caractère révolutionnaire. Voilà qui saute aux yeux.

Pendant huit jours, le peuple de Paris dominait la rue... Mais pas une arme ne fut parachutée.

La bourgeoisie, avec beaucoup plus de clairvoyance que certains révolutionnaires en peau de lapin, suivait le déroulement des événements et craignait plus que tout, que les masses populaires attentives à la sacro-sainte propriété des industriels et des banquiers.

Et pourtant, les chefs des mouvements de résistance étaient bien loin de toutes pensées méchantes à l'égard de cette pauvre bourgeoisie!

Il faudra un jour qu'on explique pourquoi si peu de Cies F.T.P. furent formées à Paris. Il faudra également expliquer la raison pour laquelle, en juillet 1944, après nous avoir annoncé des contacts F.T.P. avec les milices d'usines afin de les entraîner aux réceptions d'armes etc., aucune suite ne fut donnée à ce projet.

« Beaucoup de choses restèrent dans l'ombre... Sauf l'affiche demandant le respect de la propriété commerciale et autre ». Ce « Et autre » signifiant les biens des rois de la mine et du rail!

On lança le mot d'ordre d'extermination du soldat allemand, mais il ne fut nullement question de Schneider et de sa bande qui étaient pourtant

quelque chose dans ce drame de cinq ans.

Non, vraiment, la bourgeoisie n'avait pas à se plaindre. Un couvercle « national » était posé sur ce mouvement populaire qui cherchait sa voie. Et pourtant...

Pas d'armes parachutées! et l'armée régulière qui jonce « délinquer » un Paris qui s'était déjà libéré lui-même, et une bourgeoisie inquiète, inquiète par ces fumées d'émancipation quand ça sera la « vraie ». La Sociale!

D'Artagnan sourit et s'éloigne, sûr de ne plus être dérangé.

Or, il y avait un fait certain. Le peuple de Paris était dans la rue!

La bourgeoisie était... tellement certaine du caractère « national » qu'avait l'insurrection, que pendant des années, les F.T.P. ne reçurent aucune aide et durent récupérer tout leur armement eux-mêmes.

Curieux, n'est-ce pas?

Quant à la préfecture, elle passa à l'insurrection pour en tirer tout caractère révolutionnaire. Voilà qui saute aux yeux.

Pendant huit jours, le peuple de Paris dominait la rue... Mais pas une arme ne fut parachutée.

La bourgeoisie, avec beaucoup plus de clairvoyance que certains révolutionnaires en peau de lapin, suivait le déroulement des événements et craignait plus que tout, que les masses populaires attentives à la sacro-sainte propriété des industriels et des banquiers.

Et pourtant, les chefs des mouvements de résistance étaient bien loin de toutes pensées méchantes à l'égard de cette pauvre bourgeoisie!

Il faudra un jour qu'on explique pourquoi si peu de Cies F.T.P. furent formées à Paris. Il faudra également expliquer la raison pour laquelle, en juillet 1944, après nous avoir annoncé des contacts F.T.P. avec les milices d'usines afin de les entraîner aux réceptions d'armes etc., aucune suite ne fut donnée à ce projet.

« Beaucoup de choses restèrent dans l'ombre... Sauf l'affiche demandant le respect de la propriété commerciale et autre ». Ce « Et autre » signifiant les biens des rois de la mine et du rail!

On lança le mot d'ordre d'extermination du soldat allemand, mais il ne fut nullement question de Schneider et de sa bande qui étaient pourtant

## UNE MAIN-D'ŒUVRE AU RABAIS

600.000 prisonniers de guerre allemands déjà au travail en France. 1.500.000 prévus par le projet gouvernemental, « en plein accord avec les alliés ». Quelques timides protestations de la C.G.T., priant le gouvernement de faire attention dans l'utilisation de cette main-d'œuvre et, à côté de cela, le chauvinisme répandu par la bourgeoisie et malheureusement entretenu par des journaux ouvriers. « Il faut faire payer le peuple allemand. L'Allemagne en ruines ne peut à l'heure actuelle payer des réparations? Qu'à cela ne tienne, payons-nous sur le matériel humain. (Ce sera d'ailleurs, comme par hasard, les classes laborieuses allemandes qui feront les frais de l'opération, les officiers et sous-officiers étant dispensés de tout travail.) Payons-nous sur le maté-

riel humain? Traduisez : les patrons français sont en train de réaliser une fructueuse opération à la fois sur le dos des travailleurs allemands et sur celui des travailleurs français.

Que l'on garde maintenant comme main-d'œuvre, sans aucune perspective de libération, et alors que la guerre est finie, plus d'un million d'ex-soldats allemands, il y a déjà là quelque chose d'inadmissible. Que l'on utilise cette main-d'œuvre à la reconstruction alors que le pays s'avère incapable d'assurer du travail aux ouvriers français et de conjurer le chômage, cela paraît purement incompréhensible.

En réalité, le sens de l'opération est assez clair. Le patronat français se frotte les mains; il n'est pas si courant d'avoir sous la main du personnel qu'on ne paye pas (même la nourriture est en général fournie par l'intendance), et qui, de plus, ne peut se syndiquer. La marge des bénéfices augmente, les revendications intempestives et les grèves sont éliminées. Gain accru, sécurité assurée. Que vouloir de mieux? Et l'on voit déjà, dans telle usine de la région lyonnaise, désertée par ses ouvriers spécialisés mal payés, la direction demander une attribution de main-d'œuvre allemande.

Voilà le danger : l'existence de cette énorme réserve de matériel humain, jetée sur le marché de la main-d'œuvre, donne au patronat une véritable possibilité de chantage vis-à-vis des salariés. Vous voulez une augmentation, vous n'êtes pas assez payés? Qu'à cela ne tienne, les ouvriers allemands sont là. Et, une fois de plus, l'argument chauvin : faire payer le peuple allemand, se retourne contre les ouvriers.

Il faut réagir. Lutte dans vos syndicats contre l'emploi de la main-d'œuvre allemande. Associez les ouvriers allemands à vos luttes. Réclamez leur libération. C'est en Allemagne que le prolétariat allemand doit mener son combat. Contre les exploités, les travailleurs français victimes de la concurrence qui leur est imposée, et les travailleurs allemands victimes des calculs des impérialismes vainqueurs, doivent faire un front unique des exploités.

### LA VOIX DU LECTEUR

Souscription permanente

V. H., Strasbourg	1.000
1 groupe d'amis du F. O.	40
Antoinette A. M.	50
2 sympathisants américains	200
Les trois frères Zola	100
2 cheminots de Lille	80
Louis Vasseur, comptable	300
Un convaincu de la lutte classe	100
Anonyme	150
1 groupe d'amis du F. O.	370
1 coiffeur syndiqué	100
Henri M., Toulouse	200

Camara'des, pour que vive ce journal qui est le vôtre, souscrivez! Abonnez-vous!

12 numéros 24 numéros  
35 francs 60 francs

Adressez vos versements à :  
Mlle Emilienne Lerevad,  
C.C.P. Lyon 1749-55.

quelque chose dans ce drame de cinq ans.

Non, vraiment, la bourgeoisie n'avait pas à se plaindre. Un couvercle « national » était posé sur ce mouvement populaire qui cherchait sa voie. Et pourtant...

Pas d'armes parachutées! et l'armée régulière qui jonce « délinquer » un Paris qui s'était déjà libéré lui-même, et une bourgeoisie inquiète, inquiète par ces fumées d'émancipation quand ça sera la « vraie ». La Sociale!

D'Artagnan sourit et s'éloigne, sûr de ne plus être dérangé.

Or, il y avait un fait certain. Le peuple de Paris était dans la rue!

La bourgeoisie était... tellement certaine du caractère « national » qu'avait l'insurrection, que pendant des années, les F.T.P. ne reçurent aucune aide et durent récupérer tout leur armement eux-mêmes.

Curieux, n'est-ce pas?

Quant à la préfecture, elle passa à l'insurrection pour en tirer tout caractère révolutionnaire. Voilà qui saute aux yeux.

Pendant huit jours, le peuple de Paris dominait la rue... Mais pas une arme ne fut parachutée.

La bourgeoisie, avec beaucoup plus de clairvoyance que certains révolutionnaires en peau de lapin, suivait le déroulement des événements et craignait plus que tout, que les masses populaires attentives à la sacro-sainte propriété des industriels et des banquiers.

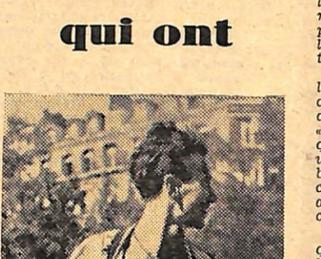
Et pourtant, les chefs des mouvements de résistance étaient bien loin de toutes pensées méchantes à l'égard de cette pauvre bourgeoisie!

Il faudra un jour qu'on explique pourquoi si peu de Cies F.T.P. furent formées à Paris. Il faudra également expliquer la raison pour laquelle, en juillet 1944, après nous avoir annoncé des contacts F.T.P. avec les milices d'usines afin de les entraîner aux réceptions d'armes etc., aucune suite ne fut donnée à ce projet.

« Beaucoup de choses restèrent dans l'ombre... Sauf l'affiche demandant le respect de la propriété commerciale et autre ». Ce « Et autre » signifiant les biens des rois de la mine et du rail!

On lança le mot d'ordre d'extermination du soldat allemand, mais il ne fut nullement question de Schneider et de sa bande qui étaient pourtant

## CEUX qui ont combattu...



# Doussières...

**LES MYSTERES DE PARIS**

Que la D.G.E.R. soit une association de brigands et d'espions. Et ouvriers personne n'en doute et ça ne sert à rien de faire 36 discours là-dessus; mais ce que le peuple voudrait savoir, c'est comment il se fait que cette bande soit protégée par le général de Gaulle que personne n'oserait soupçonner d'être le protecteur d'un mouvement d'espions et d'ennemis des Travailleurs.

C'est compliqué la politique quand on est un croyant!

Et il me semble que quelque chose cloche dans mon équation.

Voyons les faits un par un.

La D.G.E.R. c'est une Gestapo. C'est sûr. L'Etat la protège. C'est sûr. Donc le général... Oh! Est-ce possible? Pourtant, il n'y a pas à sortir de là, la D.G.E.R. c'est bien un organisme antiouvrier.

n'avaient pas pris le pouvoir en Angleterre!

Le journal le plus répandu de France... dans les w.c. — nous voulons dire « l'Epoque » — a la monstrueuse audace d'écrire le 9 septembre : « Nous croyons devoir accorder le bénéfice des circonstances atténuantes à certains malheureux policiers réduits, pour conserver un salaire dérisoire mais indispensable, à entrer dans les « Brigades spéciales ».

Vous avez bien lu, camarades déportés, torturés, voilà ce qu'ose écrire le toréon (dont certains pseudo-révolutionnaires si susceptibles à l'égard des journaux d'extrême gauche, se gardent de demander la suppression). Tout ce qu'on souffert des dizaines de milliers de résistants, cela importe peu à « l'Epoque ». — Que voulez-vous, il fallait bien que les bourreaux vivent!

« Ne m'en veuillez pas si je vous casse la tête, il faut bien que je casse la croûte ».

Voilà à quelle sangnante ironie se résumait au fond les sâletés du journal réactionnaire.

Mais il arrivera un jour où la classe ouvrière se rendra compte, elle aussi, que pour passer la croûte à sa faim, elle doit d'abord casser la tête aux « Epoque » et à leurs commanditaires.

M. Herriot devient président d'honneur de l'U.D.R.F. (ex-jeunesse communiste). Pas de commentaires.

Georing entendant parler de « Bloc Occidental » a déclaré : « J'espère qu'on fera appel à moi. En ce qui concerne les blocs, je m'y connais ! »

On annonce que de sa cachette secrète, Hitler aurait transmis son adhésion au bloc occidental en réclamant toutefois les droits d'auteur.

La presse du Grand Capital est autorisée dans la zone anglaise d'occupation en Allemagne.

Si trop de prolétaires ont perdu conscience de classe, par contre la bourgeoisie sait reconnaître ses frères en Allemagne.

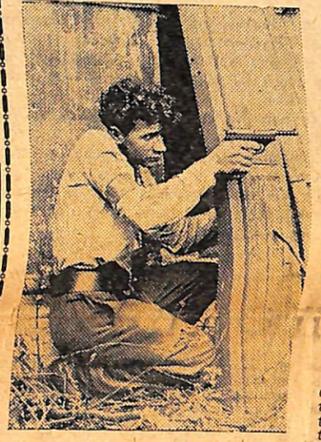
Mais que serait-ce si les Travailleurs

**PETITE CONVERSATION**

— Je sais bien que la colonisation... c'est de la... civilisation, mais enfin, il me semble qu'au lieu d'envoyer des bateaux chargés de troupes en Indochine, ça ne serait pas une mauvaise idée de les envoyer chercher de la nourriture pour la population française, et des matériaux pour la reconstruction des villes.

— Mais, malheureusement, il n'est

# ANNIVERSAIRE... OU ENTERREMENT?



Le premier anniversaire de l'insurrection de Paris a été célébré le mois dernier. Nous nous excusons d'être venus après le baisser de rideau mais nous paraissions quand nous le pouvions, et le spectacle valait qu'on en dise quelques mots.

En douze mois, l'Histoire a fait place à la légende, ou plutôt aux légendes, et dans tous les récits, bien regardés, ont reconnu le soulèvement de Paris.

Les organes des trusts, les journaux réactionnaires, depuis Le Figaro à La Nation en passant par l'Epoque nous ont présenté l'insurrection comme étant l'œuvre personnelle de la préfecture.

On a distribué par douzaines des croix de guerre et des médailles de la Libération à la police de Paris... A tel point que les F.T.P. en arrivent à se demander si ce n'est pas eux, par hasard, qui fouillaient les agents dans les couloirs de métro quinze jours avant la bagarre.

La lutte de quelques centaines d'agents dans la cité est devenue, par un coup de baguette magique, le triomphe de la police qui compte tout de même au moins 20.000 adhérents dans Paris.

Mais la question n'est pas de mettre en doute le courage de tel ou tel agent. Il y a des braves et des lâches partout.

Ce qui importe, c'est de démasquer les mensonges de la grande presse et de rappeler la phrase prononcée par Marcel Paul au procès Pétain : « Sans la police, 90 0/0 des résistants n'auraient pu être arrêtés ».

Huit jours de combat ne peuvent racher quatre ans de...  
Et, encore, y a-t-il beaucoup à dire sur ces huit jours.

Le Populaire et l'Humanité ont appelé fort opportunément « la treve », voitures montées par des agents de police et des feldgendarmes, et munies de haut parleurs proclamant le « cessez le feu ».

Où sont donc ces policiers? Portent-ils aussi la fourragère? Le sentiment de dégoût qui anime les F. T. P. n'a rien à voir avec de la jalouse car nous n'aspirons nullement à défilant dans les rangs de personnages qui avaient un pied dans l'insurrection et l'autre dans les auto de la feldgendarmérie.

Ce qu'il importe de comprendre, à la lecture des faits, ce sont les dessous de l'insurrection, et aussi les raisons des récents articles de la presse « bien pensante ». Il importe de savoir qui publie des brochures présentant un bourgeois faisant le coup de feu boulevard Saint-Germain « avec une carabine américaine » le 22 août! alors qu'à cette date, aucune arme de cette sorte ne se trouvait à Paris!

L'Humanité a rappelé avec raison que les barricades des quartiers bourgeois étaient... plutôt rares!

Nous le savons tous, mais alors, plus d'un travailleur se demande : « Pourquoi nous annonçait-on que toutes les classes étaient unies dans la lutte? On a donc menti? Aujourd'hui, on cite bien des faits qui donnent à réfléchir, mais aucun journal ne donne une... explication.

lution sociale et que je vous renverse. »

Ainsi, la lutte de classe devient un roman de cape et d'épée!

Pour faire pendant à ces moussquetaires, il y a une catégorie de « révolutionnaires purs » qui, en entendant les coups de feu, ouvrent la porte et demandent ce qui se passe; d'Artagnan leur répond : « C'est l'insurrection nationale »; nos « purs » referment aussitôt la porte en disant : « Vous me réveillerez quand ça sera la « vraie ». La Sociale »!

D'Artagnan sourit et s'éloigne, sûr de ne plus être dérangé.

Or, il y avait un fait certain. Le peuple de Paris était dans la rue!

La bourgeoisie était... tellement certaine du caractère « national » qu'avait l'insurrection, que pendant des années, les F.T.P. ne reçurent aucune aide et durent récupérer tout leur armement eux-mêmes.

Curieux, n'est-ce pas?

Quant à la préfecture, elle passa à l'insurrection pour en tirer tout caractère révolutionnaire. Voilà qui saute aux yeux.

Pendant huit jours, le peuple de Paris dominait la rue... Mais pas une arme ne fut parachutée.

La bourgeoisie, avec beaucoup plus de clairvoyance que certains révolutionnaires en peau de lapin, suivait le déroulement des événements et craignait plus que tout, que les masses populaires attentives à la sacro-sainte propriété des industriels et des banquiers.

Et pourtant, les chefs des mouvements de résistance étaient bien loin de toutes pensées méchantes à l'égard de cette pauvre bourgeoisie!

Il faudra un jour qu'on explique pourquoi si peu de Cies F.T.P. furent formées à Paris. Il faudra également expliquer la raison pour laquelle, en juillet 1944, après nous avoir annoncé des contacts F.T.P. avec les milices d'usines afin de les entraîner aux réceptions d'armes etc., aucune suite ne fut donnée à ce projet.

« Beaucoup de choses restèrent dans l'ombre... Sauf l'affiche demandant le respect de la propriété commerciale et autre ». Ce « Et autre » signifiant les biens des rois de la mine et du rail!

On lança le mot d'ordre d'extermination du soldat allemand, mais il ne fut nullement question de Schneider et de sa bande qui étaient pourtant

quelque chose dans ce drame de cinq ans.

Non, vraiment, la bourgeoisie n'avait pas à se plaindre. Un couvercle « national » était posé sur ce mouvement populaire qui cherchait sa voie. Et pourtant...

Pas d'armes parachutées! et l'armée régulière qui jonce « délinquer » un Paris qui s'était déjà libéré lui-même, et une bourgeoisie inquiète, inquiète par ces fumées d'émancipation quand ça sera la « vraie ». La Sociale!

D'Artagnan sourit et s'éloigne, sûr de ne plus être dérangé.

Or, il y avait un fait certain. Le peuple de Paris était dans la rue!

La bourgeoisie était... tellement certaine du caractère « national » qu'avait l'insurrection, que pendant des années, les F.T.P. ne reçurent aucune aide et durent récupérer tout leur armement eux-mêmes.

Curieux, n'est-ce pas?

Quant à la préfecture, elle passa à l'insurrection pour en tirer tout caractère révolutionnaire. Voilà qui saute aux yeux.

Pendant huit jours, le peuple de Paris dominait la rue... Mais pas une arme ne fut parachutée.

La bourgeoisie, avec beaucoup plus de clairvoyance que certains révolutionnaires en peau de lapin, suivait le déroulement des événements et craignait plus que tout, que les masses populaires attentives à la sacro-sainte propriété des industriels et des banquiers.

Et pourtant, les chefs des mouvements de résistance étaient bien loin de toutes pensées méchantes à l'égard de cette pauvre bourgeoisie!

Il faudra un jour qu'on explique pourquoi si peu de Cies F.T.P. furent formées à Paris. Il faudra également expliquer la raison pour laquelle, en juillet 1944, après nous avoir annoncé des contacts F.T.P. avec les milices d'usines afin de les entraîner aux réceptions d'armes etc., aucune suite ne fut donnée à ce projet.

« Beaucoup de choses restèrent dans l'ombre... Sauf l'affiche demandant le respect de la propriété commerciale et autre ». Ce « Et autre » signifiant les biens des rois de la mine et du rail!

On lança le mot d'ordre d'extermination du soldat allemand, mais il ne fut nullement question de Schneider et de sa bande qui étaient pourtant

## ...et CEUX qui ont défilé



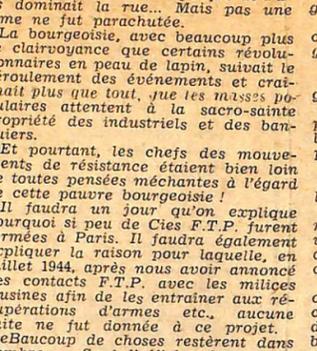
Récemment, j'eus l'occasion de discuter avec un camarade F.T.P. qui répondit à mes objections d'une façon qu'il voulait péremptoire.

« Mon vieux, ça n'était pas un mouvement social, mais une insurrection nationale, il n'y avait donc rien à faire d'autre ».

Pour ce copain ex-révolutionnaire, le fait qu'il y a aujourd'hui des centaines de résistants dans les geôles de l'Etat bourgeois, c'est une chose juste, logique et admissible.

Il y a ainsi de pseudo-communistes qui voient des distinctions très nettes entre les mouvements qui agitent les couches et les classes. Ils oublient froidement que le rôle du prolétariat est de tout faire pour profiter des contradictions de la bourgeoisie afin de transformer les guerres en révolutions sociales.

Ils déclarent gravement. De huit à dix, il y a « Libération Nationale », puis on rend les armes. A qui? A la bourgeoisie précisément qui se trouve là par le plus grand des hasards, et on lui dit : « Madame, soyez assez aimable pour entretenir mon matériel en bon état et pour me le rendre à 12 heures, afin que je puisse la lire ».



quelque chose dans ce drame de cinq ans.

Non, vraiment, la bourgeoisie n'avait pas à se plaindre. Un couvercle « national » était posé sur ce mouvement populaire qui cherchait sa voie. Et pourtant...

Pas d'armes parachutées! et l'armée régulière qui jonce « délinquer » un Paris qui s'était déjà libéré lui-même, et une bourgeoisie inquiète, inquiète par ces fumées d'émancipation quand ça sera la « vraie ». La Sociale!

D'Artagnan sourit et s'éloigne, sûr de ne plus être dérangé.

Or, il y avait un fait certain. Le peuple de Paris était dans la rue!

La bourgeoisie était... tellement certaine du caractère « national » qu'avait l'insurrection, que pendant des années, les F.T.P. ne reçurent aucune aide et durent récupérer tout leur armement eux-mêmes.

Curieux, n'est-ce pas?

Quant à la préfecture, elle passa à l'insurrection pour en tirer tout caractère révolutionnaire. Voilà qui saute aux yeux.

Pendant huit jours, le peuple de Paris dominait la rue... Mais pas une arme ne fut parachutée.

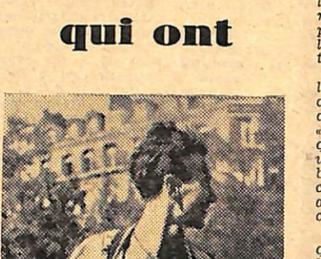
La bourgeoisie, avec beaucoup plus de clairvoyance que certains révolutionnaires en peau de lapin, suivait le déroulement des événements et craignait plus que tout, que les masses populaires attentives à la sacro-sainte propriété des industriels et des banquiers.

Et pourtant, les chefs des mouvements de résistance étaient bien loin de toutes pensées méchantes à l'égard de cette pauvre bourgeoisie!

Il faudra un jour qu'on explique pourquoi si peu de Cies F.T.P. furent formées à Paris. Il faudra également expliquer la raison pour laquelle, en juillet 1944, après nous avoir annoncé des contacts F.T.P. avec les milices d'usines afin de les entraîner aux réceptions d'armes etc., aucune suite ne fut donnée à ce projet.

« Beaucoup de choses restèrent dans l'ombre... Sauf l'affiche demandant le respect de la propriété commerciale et autre ». Ce « Et autre » signifiant les biens des rois de la mine et du rail!

On lança le mot d'ordre d'extermination du soldat allemand, mais il ne fut nullement question de Schneider et de sa bande qui étaient pourtant



**Insurrection sociale ou nationale?**

Récemment, j'eus l'occasion de discuter avec un camarade F.T.P. qui répondit à mes objections d'une façon qu'il voulait péremptoire.

« Mon vieux, ça n'était pas un mouvement social, mais une insurrection nationale, il n'y avait donc rien à faire d'autre ».

Pour ce copain ex-révolutionnaire, le fait qu'il y a aujourd'hui des centaines de résistants dans les geôles de l'Etat bourgeois, c'est une chose juste, logique et admissible.

Il y a ainsi de pseudo-communistes qui voient des distinctions très nettes entre les mouvements qui agitent les couches et les classes. Ils oublient froidement que le rôle du prolétariat est de tout faire pour profiter des contradictions de la bourgeoisie afin de transformer les guerres en révolutions sociales.

Ils déclarent gravement. De huit à dix, il y a « Libération Nationale », puis on rend les armes. A qui? A la bourgeoisie précisément qui se trouve là par le plus grand des hasards, et on lui dit : « Madame, soyez assez aimable pour entretenir mon matériel en bon état et pour me le rendre à 12 heures, afin que je puisse la lire ».



quelque chose dans ce drame de cinq ans.

Non, vraiment, la bourgeoisie n'avait pas à se plaindre. Un couvercle « national » était posé sur ce mouvement populaire qui cherchait sa voie. Et pourtant...

Pas d'armes parachutées! et l'armée régulière qui jonce « délinquer » un Paris qui s'était déjà libéré lui-même, et une bourgeoisie inquiète, inquiète par ces fumées d'émancipation quand ça sera la « vraie ». La Sociale!

D'Artagnan sourit et s'éloigne, sûr de ne plus être dérangé.

Or, il y avait un fait certain. Le peuple de Paris était dans la rue!

La bourgeoisie était... tellement certaine du caractère « national » qu'avait l'insurrection, que pendant des années, les F.T.P. ne reçurent aucune aide et durent récupérer tout leur armement eux-mêmes.

Curieux, n'est-ce pas?

Quant à la préfecture, elle passa à l'insurrection pour en tirer tout caractère révolutionnaire. Voilà qui saute aux yeux.

Pendant huit jours, le peuple de Paris dominait la rue... Mais pas une arme ne fut parachutée.

La bourgeoisie, avec beaucoup plus de clairvoyance que certains révolutionnaires en peau de lapin, suivait le déroulement des événements et craignait plus que tout, que les masses populaires attentives à la sacro-sainte propriété des industriels et des banquiers.

Et pourtant, les chefs des mouvements de résistance étaient bien loin de toutes pensées méchantes à l'égard de cette pauvre bourgeoisie!

Il faudra un jour qu'on explique pourquoi si peu de Cies F.T.P. furent formées à Paris. Il faudra également expliquer la raison pour laquelle, en juillet 1944, après nous avoir annoncé des contacts F.T.P. avec les milices d'usines afin de les entraîner aux réceptions d'armes etc., aucune suite ne fut donnée à ce projet.

« Beaucoup de choses restèrent dans l'ombre... Sauf l'affiche demandant le respect de la propriété commerciale et autre ». Ce « Et autre » signifiant les biens des rois de la mine et du rail!

On lança le mot d'ordre d'extermination du soldat allemand, mais il ne fut nullement question de Schneider et de sa bande qui étaient pourtant



**...et CEUX qui ont défilé**

Récemment, j'eus l'occasion de discuter avec un camarade F.T.P. qui répondit à mes objections d'une façon qu'il voulait péremptoire.

« Mon vieux, ça n'était pas un mouvement social, mais une insurrection nationale, il n'y avait donc rien à faire d'autre ».

Pour ce copain ex-révolutionnaire, le fait qu'il y a aujourd'hui des centaines de résistants dans les geôles de l'Etat bourgeois, c'est une chose juste, logique et admissible.

Il y a ainsi de pseudo-communistes qui voient des distinctions très nettes entre les mouvements qui agitent les couches et les classes. Ils oublient froidement que le rôle du prolétariat est de tout faire pour profiter des contradictions de la bourgeoisie afin de transformer les guerres en révolutions sociales.

Ils déclarent gravement. De huit à dix, il y a « Libération Nationale », puis on rend les armes. A qui? A la bourgeoisie précisément qui se trouve là par le plus grand des hasards, et on lui dit : « Madame, soyez assez aimable pour entretenir mon matériel en bon état et pour me le rendre à 12 heures, afin que je puisse la lire ».



quelque chose dans ce drame de cinq ans.

Non, vraiment, la bourgeoisie n'avait pas à se plaindre. Un